

GLOBAL REFUGEE RESETTLEMENT AND CANADA

In 2018 Canada received more planned refugees than any other country, a first in 72 years of organized resettlement.

The figure presents data showing the 2009-2018 intake of 99% of resettled refugees. Resettled refugees differ from asylum seekers. Their arrival in Canada and other destination countries is planned. Their refugee status is pre-vetted by participating governments, the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), and other relief organizations.

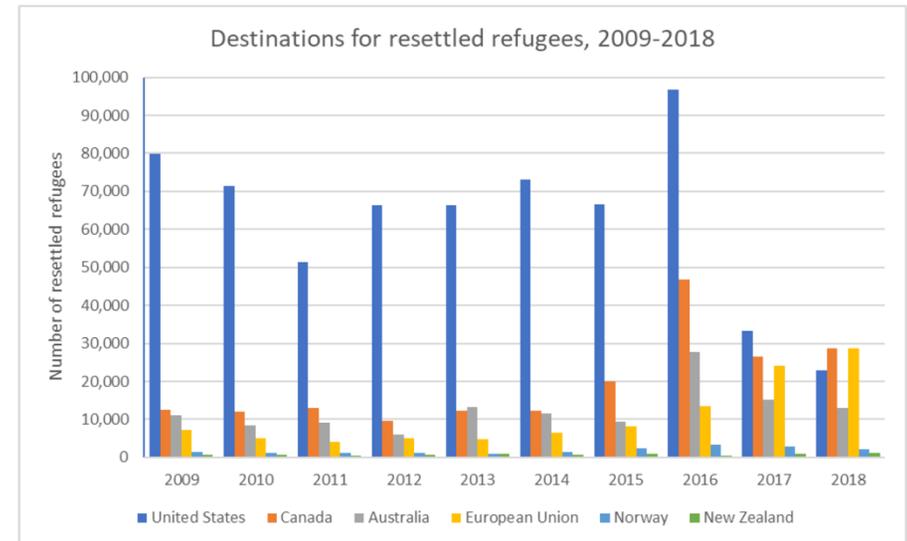
Refugee resettlement began at the end of WWII, when the International Relief Organization was founded in 1946 to repatriate, integrate, or resettle persons displaced by the War. Its successor, the UNHCR, follows the same model: prioritizing repatriation of displaced persons to their home countries, followed by efforts to integrate them in their country of first asylum. It is only when these efforts are considered overly risky or impossible that they are selected to be resettled elsewhere.

Canada's leading role in refugee resettlement should be considered in light of the large U.S. decrease, and struggles in Europe to process 3,200,000 asylum seekers since 2015.

The UNHCR and participating countries negotiate the intake of resettlement refugees, in exchange for countries like Turkey and Lebanon hosting millions more. "Traditional" resettlement countries include Canada, the US, Australia, New Zealand, the Nordic Countries, and the Netherlands. The US has traditionally led annual resettlement efforts and the negotiation of new resettlement programs in other countries. 37 countries currently have resettlement programs.

Canadian intake of resettled refugees includes some of the following:

- 1947-1952: 250,000 displaced by WWII and the Soviet Occupation of Eastern and Central Europe
- 1956 and 1968: 37,000 Hungarians and 11,000 Czechoslovaks fleeing Soviet oppression
- 1979-1980: 60,000 Vietnamese "boat people" escaping the fall of South Vietnam
- 2016: 47,000 newcomers, mostly from Syria, in a record-setting year



Source: Resettlement arrivals of refugees, Global Trends Annex Tables, UNHCR, 2009-2017; 2018 estimates sourced or calculated from relevant Government immigration, refugee, and asylum ministries and departments.

Notes: Numbers provided by UNHCR are self-reported by contributing governments.

As shown in the figure, 2018 marks Canada passing the US in leading refugee resettlement. Though Canada has increased its resettlement intake, this lead is mostly attributable to US cuts of 66% and 32% in 2017 and 2018. The US plans further cuts in 2019. The EU is filling some of the gap, with an estimated intake just below Canada's. However, reactions within the EU are not uniform. Countries like the UK have increased intake, while others like Denmark have closed resettlement. Some see resettlement as a more preferable, organized alternative to the recent unplanned arrival of 3,200,000 asylum seekers. Others see it as an additional quota that erodes national sovereignty.

The implications of Canada's increases and America's cuts to resettlement are many, but countries are likely to be similarly divided. Two UN agreements have been signed, seeking to harmonize responses to refugee and migrant flows and influxes. The US has rejected both. It is uncertain whether international consensus or public trust in resettlement will be affected as a result.

LA RÉINSTALLATION MONDIALE DES RÉFUGIÉS ET LE CANADA

En 2018, le Canada a accueilli plus de réfugiés planifiés que tout autre pays, une première en 72 ans de réinstallation organisée.

La figure présente des données montrant l'arrivée, en 2009 et 2018, de 99 % des réfugiés réinstallés. Les réfugiés réinstallés diffèrent des demandeurs d'asile, puisque leur arrivée au Canada ou dans d'autres pays est planifiée. Leur statut de réfugié est préalablement contrôlé par les gouvernements, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organismes de secours.

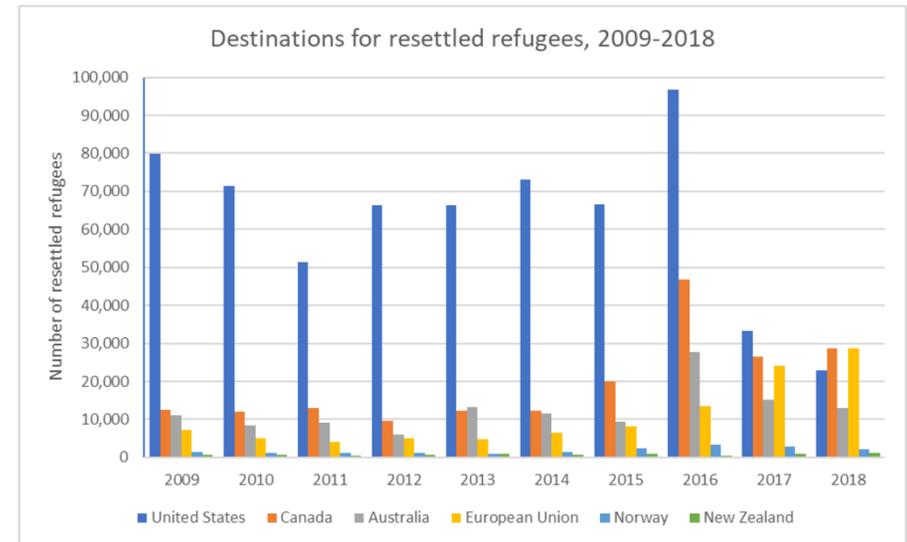
La réinstallation des réfugiés a commencé à la fin de la Seconde Guerre mondiale avec la fondation de l'Organisation internationale de secours humanitaire en 1946 pour rapatrier, intégrer ou réinstaller les personnes déplacées par la guerre. Son successeur, le HCR, suit le même modèle : donner la priorité au rapatriement des personnes déplacées vers leur pays d'origine, ou alors s'efforcer de les intégrer dans leur premier pays d'asile. Ce n'est que lorsque ces efforts sont jugés trop risqués ou impossibles qu'elles sont sélectionnées pour être réinstallées ailleurs.

Le rôle de chef de file du Canada dans la réinstallation des réfugiés devrait être envisagé à la lumière de la forte diminution de l'accueil aux États-Unis et des efforts en Europe pour traiter 3 200 000 demandeurs d'asile depuis 2015.

Le HCR et les pays participants négocient la réinstallation des réfugiés pour prendre la relève de pays comme la Turquie et le Liban qui en accueillent des millions. Les pays de réinstallation « traditionnels » comprennent le Canada, les États-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les pays nordiques et les Pays-Bas. Les États-Unis dirigent traditionnellement les efforts et les négociations pour les programmes de réinstallation dans d'autres pays. Trente-sept pays comptent actuellement des programmes de réinstallation. Voici certaines données sur l'accueil de réfugiés au Canada :

- 1947-1952 : 250 000 personnes déplacées par la Seconde Guerre mondiale et l'occupation soviétique de l'Europe centrale et orientale
- 1956 et 1968 : 37 000 Hongrois et 11 000 Tchécoslovaques fuyant l'oppression soviétique
- 1979-1980 : 60 000 « boat people » vietnamiens fuyant la chute du Vietnam du Sud
- 2016 : 47 000 nouveaux arrivants, principalement de Syrie, au cours d'une année record

Comme le montre la figure, 2018 marque le passage du Canada en tête de la réinstallation des réfugiés, détrônant ainsi les États-Unis. Bien que le Canada ait augmenté son taux de réinstallation, cette avance est principalement attribuable aux réductions américaines de l'ordre



Source : Resettlement arrivals of refugees, Global Trends Annex Tables, UNHCR, 2009-2017; Les estimations pour 2018 proviennent ou sont calculées à partir des données des organismes gouvernementaux et ministères pour l'immigration, les demandes d'asile et la réinstallation des réfugiés.
Note : Les chiffres fournis par le HCR sont autodéclarés par les gouvernements contributeurs.

de 66 % et 32 %, en 2017 et 2018 respectivement. Les États-Unis prévoient de nouvelles réductions en 2019. L'UE comble une partie de l'écart, avec un apport estimé juste sous celui du Canada. Cependant, les réactions au sein de l'UE ne sont pas uniformes. Des pays comme le Royaume-Uni ont augmenté leur accueil, tandis que d'autres comme le Danemark ont mis fin aux possibilités de réinstallation. Certains considèrent la réinstallation comme une alternative mieux organisée et plus préférable à l'arrivée récente et imprévue de 3 200 000 demandeurs d'asile. D'autres y voient un quota supplémentaire qui érode la souveraineté nationale.

Les répercussions de l'augmentation du nombre de réfugiés au Canada, ainsi que les coupes américaines en matière de réinstallation, sont nombreuses. Mais les pays seront probablement encore divisés sur la question. Deux accords des Nations Unies visant à harmoniser les réponses aux flux de réfugiés et de migrants ont été signés. Les États-Unis les ont rejetés tous deux. On ne sait pas dans quelle mesure le consensus international ou la confiance des populations dans la réinstallation s'en trouveront affectés.